



Analyse du VOTE DU 18 MAI sur le GRIPEN

Réflexions stratégiques sur notre défense

Plan

- A. Analyse de la votation du 18 mai sur le Gripen**
- B. Réorganisation du Département Militaire (DDPS)**
- C. Redéfinition des Missions de l'Armée**
- D. Adaptation du budget**
- E. Votation populaire "*spécial défense et sécurité*"**
- F. Conclusion**

A. Analyse de la votation du 18 mai sur le Gripen

La votation du 22 septembre 2013 mettait clairement mis en lumière, par 73% des votes, l'attachement du peuple suisse à l'obligation de servir et, par là, à l'armée en tant qu'institution et au concept d'armée de milice.

Le 18 mai 2014, cependant, par 53,4%, ce même peuple suisse refusait l'achat du Gripen. Comment a-t-on pu passer d'une position à l'autre en seulement quelques semaines. Tentons d'analyser ce vote, au demeurant pas si paradoxal qu'il n'y parait, et de déterminer qui sont ces 26.4% d'électeurs (hors anti-armée, PS, Verts, Verts libéraux et GSSA) transfuges qui ont voté "contre l'armée" et quels étaient leurs motivations.

Rappelons pour mémoire que Le Lobby des Citoyens (LLDC) s'était fortement mobilisé avant le 22 septembre 2013 pour l'attachement à son armée. Il ne peut dès être taxer sommairement d'antimilitarisme primaire ou de trahison de dernière minutes (voir notre [recommandation du 6 septembre 2013 aux Conseillers nationaux de renvoyer le vote sur le Gripen](#) ou encore notre [prise de position sur la défense datée du 29.08.2013](#)).

Par contre, le 18 mai 2014, nous avons décidé clairement de montrer notre désaccord sur la politique de défense menée par le Conseil fédéral, contre la volonté d'une majorité de ses citoyens. Analysons-en quelques aspects :

Collusion du DDPS

1° Il y a tout d'abord la politique du "laisser-faire" des chefs successifs du DDPS (pourtant issus d'un parti officiellement défenseur de nos valeurs traditionnelles) qui, par laxisme et manque de courage politique se sont fait les complices du démantèlement progressif de notre armée, de l'affaiblissement substantiel de notre sécurité, jusqu'à la politique d'autruche actuelle menée dans l'analyse des menaces touchant notre pays. Rappelons notamment que le manque de couverture aérienne entre 2015 et 2021 n'est pas la faute des opposants au Gripen. Pourtant on ne se gêne pas de leur faire porter la responsabilité du manque de couverture... en 2025 !

PPP antichambre de l'OTAN

2° Il y a cette 3ème mission de l'armée, *la Promotion de la Paix*, qui permet à l'OTAN, cette légion étrangère des Etats-Unis, de se mettre dans la poche un certain nombre de gouvernements de la planète, croyant en retour être protégés par la 1ère armée du monde. En coulisse, emmenés par le Prix Nobel de la Paix en personne, les USA mènent frénétiquement à travers le globe des manœuvres de déstabilisation de régimes, d'intimidation de gouvernements, de fomentation de guerres civiles.

Neutralité ...adieu!

Cela ne s'arrête pas là puisque le Gouvernement américain s'adonne également à des guerres préventives au motif de "prévention de la guerre et de promotion de la paix" (expression qui semble ravir nos socialistes. Or, cette Pax Americana pose pour notre pays la question fondamentale de notre **neutralité** dès lors que nous envoyons nos soldats en mission au profit de l'OTAN à l'étranger (ce que la Suisse moderne s'était refusée de faire après la guerre du Sonderbund) ou que nous prenons officiellement fait et cause pour une partie vis-à-vis de l'autre, souvent d'ailleurs sans grande compréhension des enjeux géostratégiques. Or, une vraie Promotion de la Paix ne doit pas revenir au DDPS mais au DFAE, avec sa diplomatie, ses bons offices et son cadre humanitaire.

Indépendance... adieu!

3° Il y a ensuite ces accords signés avec nos pays voisins (qu'on peut difficilement appeler aujourd'hui "nos amis") qui, en leur déléguant la mission d'intervenir sur notre sol en temps de paix et en cas de besoin, augmentent forcément notre dépendance vis-à-vis d'eux et de ce fait, menacent notre **indépendance**. L'affaire "Ethiopian Airlines" en est la démonstration la plus probante. Notre force de dissuasion ne réclame-t-elle pas plutôt d'entraîner nos pilotes dans des situations réalistes et concrètes, et d'en profiter pour montrer au monde notre capacité et notre détermination à nous protéger nous-mêmes en cas de menace.

Souveraineté... adieu!

4° Il y a encore notre **souveraineté nationale** que le Conseil fédéral, par couardise et collabo, a bradée en acceptant d'appliquer de manière irresponsable sur notre sol des lois étrangères qui nous sont contraires et qui sont diamétralement opposées aux nôtres. Prenons l'exemple de la *présomption d'innocence* modifiée en *inversion du fardeau de la preuve* ; tous coupables et vive les avocats ! Ainsi avec la LEX USA que le Conseil fédéral a non seulement passée en force (malgré le refus des Chambres fédérales, donc du souverain) mais également appliquée de manière rétroactive (?!?), on livre maintenant en pâture nos propres citoyens, sous motif qu'ils ont un lien avec les Etats-Unis.

Menace économique

5° Il y a le renseignement, qui devrait, par bon sens, être chapeauté par la défense dans un souci évident de coordination et d'efficacité. Or, pour mieux le neutraliser, on l'a saucissonné. Pour le renseignement économique, par exemple, quand on connaît l'influence d'UBS et de Crédit Suisse, les *Chevaux de Troie* de ceux qui justement assiègent notre place financière et opèrent sous nos yeux ébahis le véritable casse du siècle, facile de comprendre qu'aucune alarme n'ai été donnée et que le Conseil fédéral, non conscient de la guerre économique menée contre notre pays, ne se soit toujours pas passé en mode "défense" et continue à "négocier avec nos amis" au lieu de mettre sur pied un Etat-major de crise, dirigée par un Général. Car, comme le relevait finement un historien bernois* : "si vous voulez attaquer la Suisse, faites-le avant qu'elle ne mobilise, car elle ne se défendra pas".

Menace cybernétique

6° Il y a la menace cybernétique confiée là encore à des organismes séparés, militaire et civil. A nouveau, le militaire ne supervise pas le civil, en dernier ressort : la centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information, "MELANI", est indépendante de la "Défense" qui, elle, "collabore" avec les Etats-Unis en communiquant ses informations à la base de l'OTAN de Tallin.

EWS la Fossoyeuse

7° Il y a enfin cette guerre économique, dont on a parlé plus haut, qui phagocyte ce pays, avec la bénédiction et la pleine et active coopération de Madame Widmer-Schlulmpf et de ses services, et qui transfère de manière irresponsable à nos concurrents près de 20% de notre PIB, caisses de pension comprises, laissant sur le carreau un nombre incalculables de petites entités, débordées par l'avalanche de normes changeant quotidiennement et trop petites pour se réorganiser dans un laps de temps aussi court. Où est cette magnifique stabilité juridique, base sécurisante de nos campagnes publicitaires, qu'on nous enviait à l'étranger.

Toutes ces considérations ont vraisemblablement pesé sur la décision de ces 26.4% de citoyens, pourtant fervents partisans d'une défense et d'une sécurité, pour autant toutefois qu'elles soient crédibles et qu'elles bénéficient d'un budget suffisant pour assumer une telle responsabilité.

B. RÉORGANISATION DU DÉPARTEMENT MILITAIRE (DDPS)

La conviction profonde du Lobby des Citoyens est que, dans la situation géopolitique que nous traversons (qui rappellent à la fois les années 1798-1815 et les années 1930), il faut sans délai redonner à ce pays un département militaire digne de ce nom, qui regroupe à la fois la défense, la protection de la populations contre toutes les formes d'agressions qui peuvent la menacer (militaire, cybernétique, économique, sanitaire, alimentaire, migratoire, juridique et autre) et le développement du futur de ce pays : sa jeunesse. Il faut que ce département puisse compter sur des ressources financières et une autonomie suffisantes pour mener à bien de manière efficace et crédible (dissuasion) l'immense responsabilité que nous lui confions.

Notre implication dans le *Partenariat Pour la Paix* est revue. Sa dimension militaire est retirée au profit de la diplomatie du DFAE.

C. REDÉFINITION DES MISSIONS DE L'ARMÉE

Pendant près de deux siècles, nos ancêtres ont patiemment œuvré pour doter ce pays d'un concept que le monde entier nous envie encore et nous copie régulièrement, concept que quelques esprits très éclairés ont choisi de jeter aux oubliettes. Si l'armement et le matériel nécessitent, bien évidemment, une adaptation constante, le concept de base d'une armée de milice, l'inculcation de la volonté de résistance et la vigilance de tous les instants pour maintenir notre cohésion nationale, doivent rester intouchables.

Toute mesure technique pouvant amener irréversiblement à une intégration de notre Armée dans l'OTAN doit être prohibée. Une collaboration organisationnelle, voire des manoeuvres d'entraînement conjointes sont autorisées.

La référence à la 3^{ème} mission de l'armée : le Partenariat Pour la Paix (PPP) est supprimée.

D. ADAPTATION DU BUDGET DDPS

Pour permettre au DDPS de mener à bien les missions de sécurité et de défense qui sont les siennes, le bon sens et la sagesse nous dictent de lui garantir un budget de 3 à 5% du PIB, voté par périodes de 10 ans. Pour les prochains 10 ans, au vu de l'état alarmant de notre matériel et de notre équipement, il faudra commencer par le maximum de 5%. L'armée devra gérer ce budget de manière anticyclique, en prévenant les périodes de contractions économiques (synonymes de réductions budgétaires) en épargnant lors des phases d'expansions. Quant au choix des équipements et du matériel, il revient aux spécialistes de se prononcer, la population n'ayant pas à intervenir dans ce processus. Par contre, le peuple, par une commission de surveillance, doit pouvoir s'assurer que l'armée ne gaspille pas inutilement les précieux deniers du contribuable, ne dilapide pas l'argent de manière inconsidérée ou encore ne brade pas inutilement son matériel, ses installations ou son armement comme elle le fait actuellement.

E. VOTATION POPULAIRE "SPÉCIAL DÉFENSE ET SÉCURITÉ"

Le Lobby des Citoyens invite donc maintenant de toute urgence le Conseil fédéral à préparer une *votation* amenant clairement, honnêtement et sans manipulation les Citoyens à se prononcer sur différents points de notre politique de sécurité, soit:

- I. Voulez-vous une armée de milice ou une armée professionnelle ?
- II. Voulez-vous maintenir la Neutralité perpétuelle armée ? De ce fait, êtes-vous d'accord de renoncer à adhérer à l'OTAN et à envoyer des militaires armés à l'étranger ?
- III. Fidèle à notre neutralité, acceptez-vous de supprimer la Promotion de la Paix comme mission pour notre armée et de confier cette tâche à la diplomatie et aux bons offices du DFAE
- IV. Acceptez-vous l'idée d'un DPPS où serait concentré toute la défense du pays et la protection de sa population contre toutes les formes de menace ?
- V. Acceptez-vous un budget de 3-5% du PIB consacré au DPPS, basé sur des périodes de 10 ans?
- VI. Acceptez-vous, pour les 10 prochaines années, un budget pour le DPPS de :
☒ Oui 3% ☐ Oui 4% ☐ Oui 5% ☒ Non
- VII. Acceptez-vous de donner au DPPS pleine latitude pour gérer financièrement son département, notamment en ce qui concerne l'achat de matériel, d'armement et de munitions, l'investissement en personnel et en infrastructure, et ce, sans recours à la votation populaire ?
- VIII. Acceptez-vous, dans la mesure du possible de confier à nouveau à des entreprises suisses (véritablement) la primeur des contrats d'achat, de maintenance ou de développement ?

F. CONCLUSION

Si rien n'est entrepris par le Conseil fédéral pour convaincre les Citoyens de sa volonté de nous défendre et de sa détermination à résister, il se pourrait qu'un certain nombre de votations courent le risque d'être frappées d'un vote-sanction similaire. En plus de rapidement convaincre les 26,4% d'opposants surprise au Gripen, dont nous faisons partie, il faut également rassurer les 46,6% pro Gripen qui ont voté par loyauté vis-à-vis du chef de l'armée. Pour ce faire, commençons par lever toute ambiguïté sur une adhésion sournoise à l'OTAN et à l'Europe, dotons le DPPS d'"un budget crédible pour une mission crédible", gardons le concept d'obligation de servir et d'armée de milice, et redéfinissons les missions de l'armée pour l'adapter aux nouvelles menaces qui nous guettent.

Genève, le 27 mai 2014

Marc R. Studer
Président
Le Lobby des Citoyens

*Dr Jürg Stüssi-Lauterburg, directeur de la BiG (Bibliothèque am Guisanplatz), le 10 mars 2012, à Berne, lors d'une présentation aux *Salons du Général Dufour* sur "*Berne face à l'invasion française de 1798*"